

Moratoire sur la hausse des taxes et du prix de l'énergie : trop peu et trop tard pour François Asselineau dont le programme présidentiel est le seul à pouvoir apporter une réponse de fond à la crise des « gilets jaunes »

Le moratoire annoncé par le gouvernement sur la hausse des taxes sur le carburant et du prix de l'énergie est une mesure très insuffisante par rapport aux demandes formulées par les « gilets jaunes ». C'est trop peu et trop tard pour éteindre l'incendie social et politique que Macron a déclenché.

Il ne s'agit d'ailleurs que d'un moratoire, c'est-à-dire d'une suspension provisoire de ces augmentations – en l'occurrence de 6 mois –, délais après lequel elle s'appliqueront pleinement et renchériront d'autant le coût de la vie pour les Français.

Macron, qui se cache lâchement derrière son gouvernement, se moque des Français en reportant au 1^{er} juillet 2019 – c'est-à-dire après les élections européennes – une amputation du pouvoir d'achat qui devait survenir au début de l'année prochaine. Preuve qu'il s'agit d'un geste insignifiant et d'une tartufferie, le ministre de l'Économie et des Finances a indiqué dans la foulée, à l'intention de Bruxelles et des marchés financiers, que [« le cap de réduction de la dette sera tenu »](#).

La ficelle est grossière et insultante pour l'intelligence des Français. En outre, alors qu'il a jeté la France dans le désordre et la violence, Macron n'a présenté jusqu'à présent aucune excuse au peuple. Ces nouvelles preuves de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
mépris pour ses concitoyens confirment, une fois encore, que Macron n'aime pas les Français et ne veut pas leur bien. Macron n'aime que Macron.

La révolte des « gilets jaunes » ne met plus en cause une mesure fiscale isolée du gouvernement. Elle manifeste le rejet de la part des Français d'un système économique et social qui enrichit les personnes les plus aisées, dont Macron est le porte-parole, et qui appauvrit et précarise les classes moyennes et les personnes les plus fragiles. Elle manifeste aussi l'aspiration au retour d'une vraie démocratie en France.

L'« opposition » d'opérette reçue hier à Matignon, et qui ne représente ni la réalité sociologique des « gilets jaunes » ni leurs aspirations, a concentré ses critiques sur le gouvernement Philippe et sa politique.

En d'autres termes, **au-delà des discours hauts en couleurs et des coups de menton devant les caméras, la prétendue « opposition » – Mélenchon, Ruffin, Wauquiez, Dupont-Aignan, Le Pen, etc. – a pour action tangible :**

- **de refuser à lancer la procédure de destitution par l'application de l'article 68 de la Constitution** (alors que 73 députés LR l'avaient fait contre Hollande pour des faits beaucoup moins graves et continuels),
- **de dévier la colère des Français vers le lampiste Edouard Philippe,**
- **donc de sauver la face et le poste de Macron,**
- **de conserver le plus grand silence sur l'origine profonde de la colère des Français**, qui se situe dans le vol de démocratie et la politique anti-sociale qui découlent inéluctablement des traités européens et de l'euro.

C'est dire combien les Français ne peuvent pas compter sur cette prétendue « opposition » pour régler les problèmes de fond qui se posent au pays.

Quelle que soit la suite des événements – poursuite du mouvement ou pause en attendant une prochaine secousse –, les « gilets jaunes » constituent les prémices de la remise en cause inévitable et radicale, par le peuple français, de la « construction européenne » et de l'euro qui sont les responsables ultimes de la situation catastrophique dans laquelle s'enfonce notre pays.

Tout observateur honnête de la vie politique devrait admettre que c'est le programme présidentiel présenté en 2017 par François Asselineau qui répond le mieux aux aspirations des « gilets jaunes ». Notre programme prévoit en effet notamment :

- **de porter immédiatement le SMIC mensuel à 1 300 euros nets pour 35 heures hebdomadaires travaillées**, soit une hausse de 12,7% par rapport au niveau actuel de 1 154 euros (qu'une [députée LREM](#) ne connaît d'ailleurs même pas). Cette hausse sensible du SMIC serait tout à fait raisonnable compte tenu de la perte de pouvoir d'achat massive des classes moyennes ces dernières années et du recul constant de la part des salariés au profit du capital dans le partage de la valeur ajoutée des entreprises. Elle resterait encore bien inférieure à la hausse de 35% du SMIG, ancêtre du SMIC, décidée à la suite des événements de mai 1968 ;

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~

- **d'instaurer le référendum d'initiative populaire**, avec des modalités qui ne le rendent pas impraticable et qui permettent aux Français de s'exprimer sur tous les sujets ;

- **de réaliser trois grands débats suivis de référendums** : 1°) sur l'énergie et la transition écologique, 2°) sur l'immigration et 3°) sur la dette, qui ne cesse d'enfler à la mesure des déficits publics que l'État tente, en vain, de combler par de nouveaux prélèvements ;

- **de faire sortir la France de l'Union européenne et de l'euro**, par application de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne, afin de rendre aux Français leur droit inaliénable à choisir eux-mêmes de leurs politiques publiques, et afin de pouvoir casser la spirale fatidique qui entraîne les Français vers la ruine.

François Asselineau appelle Macron à organiser un référendum sur le « Frexit » compte tenu de l'aveu formulé par le locataire de l'Élysée devant la BBC en janvier 2018, selon lequel les Français voteraient probablement pour le « Frexit » s'ils étaient saisis de cette question.

Enfin, les annonces chiches d'aujourd'hui, lâchées avec parcimonie et dédain par un gouvernement aux abois, ne sauraient occulter le fait que Macron viole de façon massive, incontestable et continue de nombreux articles de la Constitution.

L'Union populaire républicaine (UPR) invite les Français à ne pas tomber dans le panneau du moratoire proposé par le gouvernement à la suite de ses rencontres d'hier avec l'opposition d'opérette. Elle les invite, au contraire, à maintenir la pression sur Macron et à continuer d'exiger des parlementaires qu'ils jouent leur rôle de défenseur de la République et de la Constitution en lançant la procédure de destitution du Président de la République par l'article 68 de la Constitution.

Contact médias :

presse@upr.fr

06 72 02 57 34